



LE POINT DE VUE DE MARCEL MAZOYER

Plaidoyer pour une nouvelle politique de prix agricoles

A l'occasion du 14^e Rendez-vous de la mondialisation organisé aujourd'hui à Paris par le Centre d'analyse stratégique et le Cepii, consacré aux défis agricoles, nous publions le point de vue de Marcel Mazoyer.

En 2007 et 2008, le triplement des prix internationaux des principales matières premières agricoles a provoqué des émeutes de la faim dans plusieurs pays en développement. Ces prix élevés ont fait basculer dans la sous-alimentation chronique (la faim quasi quotidienne) environ 75 millions de pauvres. Parallèlement, des investisseurs de toutes sortes (fonds privés ou souverains, firmes agroalimentaires ou autres) cherchent à s'emparer de vastes superficies de terres dans les pays à bas salaires où la tenure de la terre n'est pas fermement établie.

Ces événements n'ont rien de nouveau. Ils étaient même prévisibles. Depuis le milieu du XIX^e siècle, des explosions de prix de ce genre ont lieu tous les vingt à trente ans sur les marchés internationaux de denrées vivrières de base. De plus, ces événements

une forte baisse des prix agricoles réels dans les pays concernés. De plus, certains de ces pays ont dégagé des excédents exportables croissants à des prix décroissants. C'est ainsi que le prix du blé sur le marché de Chicago, qui sert de référence aux prix internationaux, est tombé de 600 dollars la tonne en 1947 à 180 dollars en 1971.

En conséquence, de très nombreuses exploitations agricoles des pays développés ont disparu et des dizaines de millions de paysans des pays en développement, appauvris par la concurrence des produits importés à bas prix, ont migré vers les villes et les bidonvilles. La croissance de la production ayant ralenti tandis que la consommation continuait d'augmenter, les stocks mondiaux tombèrent en 1972 au-dessous du seuil de sécurité, soit 15 % de la consommation annuelle. A ce point, les négociants précipitèrent leurs achats, les prix montèrent au-delà des variations interannuelles habituelles, les spéculateurs accoururent et, en 1973-1974, le prix de la tonne de blé tripla, remontant à près de 600 dollars.

Des investisseurs de toutes sortes entreprirent alors de moderniser de grands domaines agricoles, de plusieurs milliers ou dizaines de milliers d'hectares, en Amérique latine, dans le sud de l'Afrique. Tirant

Or, ce prix est inférieur aux coûts de production de la grande majorité des agriculteurs du monde, y compris de la plupart des agriculteurs d'Amérique du Nord et d'Europe, qui ne pourraient conserver leurs parts de marchés intérieurs et extérieurs s'ils ne recevaient pas des aides publiques leur permettant de compenser la différence entre leurs coûts de production et les prix internationaux. A fortiori, ces prix sont inférieurs aux coûts de production des agriculteurs moins productifs, en particulier des 500 millions d'entre eux qui travaillent uniquement avec des outils manuels, sans engrais minéraux ni pesticides, et qui produisent autour de 1 tonne de céréales par agriculteur et par an.

C'est ainsi que la baisse des prix agricoles a appauvri jusqu'à la faim des centaines de millions de paysans de par le monde et que la population paysanne, qui constitue environ 40 % de la population mondiale, est très largement pauvre, en situation de sous-consommation.

En définitive, la baisse des prix agricoles réduit massivement la demande solvable globale. Et une énorme épargne globale, qui ne peut s'employer dans des investissements productifs, court de rachats d'actifs en bulles et en crédits douteux bientôt irrécouvrables. Jusqu'à l'abîme. Dans ces conditions, la libéralisation des échanges agricoles, en renforçant la concurrence entre des agricultures extrêmement inégales ainsi que l'instabilité des prix, ne peut qu'aggraver la situation.

En 1945, de nombreux dirigeants, instruits par un siècle de crises et de guerres mondiales, engagèrent leurs pays dans des politiques de plein-emploi et d'indexation des salaires sur les gains de productivité, ainsi que dans des politiques de prix agricoles qui permirent aux agriculteurs de développer leur production et d'obtenir des revenus comparables à ceux des autres catégories socioprofessionnelles. Il est grand temps de remettre ces politiques à l'ordre du jour et d'en étendre le bénéfice à l'ensemble du monde. Allons-nous le faire ? « Yes we will. »

Marcel Mazoyer est professeur à AgroParisTech, chaire Franquai internationale des universités francophones belges.

La baisse des prix agricoles a appauvri jusqu'à la faim des centaines de millions de paysans de par le monde.

s'inscrivent dans un contexte où, depuis des décennies, la faim, chronique et silencieuse, affecte environ 850 millions d'êtres humains, dont la très grande majorité sont des paysans des pays en développement appauvris par la baisse tendancielle, très importante, des prix agricoles réels.

En effet, de 1950 à 1970, la révolution agricole contemporaine a battu son plein dans les pays développés. Cette révolution a reposé sur l'utilisation de tracteurs et de machines toujours plus puissants, d'engrais minéraux, d'aliments concentrés pour le bétail, de pesticides, de variétés végétales et de races animales hautement sélectionnées, et sur la spécialisation des exploitations agricoles. Elle a entraîné un accroissement très important de la productivité et

parti de l'expérience acquise par les agriculteurs familiaux du Nord avec la révolution agricole contemporaine, et du Sud avec la révolution verte, ils constituèrent de grandes entreprises agricoles, employant des ouvriers payés environ 1 dollar par jour. Après quelque temps, ces entreprises se sont révélées aussi productives que les exploitations familiales les plus performantes du Nord, mais avec des coûts de production beaucoup plus faibles, notamment parce que le coût du travail y est de 20 à 30 fois moindre. Les stocks furent reconstitués et les prix sur les marchés internationaux de denrées vivrières repartirent à la baisse. Au point d'en arriver à environ 100 dollars la tonne de céréales au début des années 2000.